

La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste **La Lutte**

19 mai 2017

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » Karl Marx

Stib

Le droit de grève des cheminots, c'est aussi celui de tous les travailleurs

Le gouvernement repasse à l'attaque contre le droit de grève. C'est Bellot, le Ministre des transports, qui relance l'offensive en visant particulièrement les cheminots.

La mesure concrète vise à obliger les cheminots à se déclarer grévistes ou non-grévistes au moins quatre jours avant la date prévue dans le préavis, qui lui-même doit être remis huit jours à l'avance.

Cela retirerait aux travailleurs le droit de réfléchir et de se décider, jusqu'à la dernière minute pour ou contre la grève. Cela empêcherait les travailleurs sur les piquets de discuter avec leurs collègues pour les convaincre de rejoindre le mouvement.

Une grève, c'est un mouvement collectif des travailleurs. C'est un moment où ils peuvent se rendre compte que quand ils sont nombreux et unis, ils représentent une force. Le reste du temps, chacun est isolé, dans sa petite équipe, dans un bureau, un poste de travail, une cabine de train, etc. Isolés, nous sommes faibles. Mais se retrouver devant un piquet peut nous redonner confiance en notre force collective.

Ce que veulent Bellot et ses pairs, c'est obliger les travailleurs à prendre la décision quand ils sont seuls, chez eux devant l'écran d'un portail informatique et face aux factures et aux échéances. Cela va bien plus loin que la sanction symbolique de 12,5 euros ou le blâme pour ceux qui feraient grève sans s'être inscrits à l'avance.

A de nombreuses reprises, des entreprises ont imposé des référendums à bulletins secrets pour décider de continuer ou d'arrêter des grèves – et les syndicats ont accepté. Là aussi l'objectif est d'obliger les travailleurs à prendre une décision quand ils sont isolés. Au contraire, dans un vote à main levée, le fait de voir de nombreuses mains se lever en faveur de la grève peut inciter les hésitants à s'engager eux aussi pour le mouvement.

Dans cette attaque contre les cheminots, Bellot essaie de s'appuyer sur les « usagers » : certes, les grèves des cheminots ont un impact sur la mobilité des autres travailleurs et certains d'entre eux ne se sentent pas concernés. Ce sont évidemment ces travailleurs les moins conscients que le gouvernement met en avant, ce sont eux que les médias interviewent pour culpabiliser les grévistes. Ils veulent monter tra-

vailleurs contre travailleurs pour faire pression sur ceux qui essaient de se défendre.

Bellot l'a rappelé en disant refuser qu'une « poignée des grévistes prenne le pays en otage ». Mais l'hypocrite Bellot sait très bien que les grévistes ne sont jamais « une poignée ». Il parle du « droit au travail » pour justifier la mise en place d'un service minimum. Le seul droit au travail que les travailleurs reconnaissent, c'est celui d'avoir un emploi digne de ce nom, avec un salaire correct et des conditions de travail décentes. Mais ça, Bellot, Michel et leurs acolytes ne veulent pas en entendre parler !

Pour en rajouter une couche contre les cheminots, la presse se fait régulièrement l'écho des soi-disant « avantages » des cheminots. Mais il est faux de dire que les cheminots ont droit à 65 jours de congés. Ils ont simplement le droit, comme tous les travailleurs de récupérer les heures supplémentaires. Si cela fait beaucoup de jours, c'est bien parce qu'il y en a des heures sup ! Il est faux que les cheminots ont droit à la retraite à 55 ans : s'ils le font, ils n'ont qu'une retraite partielle et ils doivent, comme les autres, attendre 65 ans pour bénéficier d'une pension complète.

Il n'y a que les bourgeois pour penser que les travailleurs sont des fainéants et aiment faire grève. Ce ne sont pas eux qui font des journées à rallonge dans une cabine de train, ni qui se font insulter par des passagers excédés par les retards dus, non pas aux grèves, mais aux économies sur le matériel et le personnel.

Le problème, c'est que les syndicats jouent le jeu et acceptent de négocier des accommodations sur le droit de grève. Ils disent que la bonne grève, c'est celle qu'on ne fait pas. Ils entretiennent l'illusion qu'il serait possible d'avoir un « dialogue » avec le gouvernement ou le patronat. Mais ni les uns ni les autres ne veulent dialoguer, ils veulent uniquement réduire les coûts et maximiser les profits. Et pour y arriver, ils ont besoin de museler les travailleurs. Renoncer, même en partie, au droit de grève, c'est se priver de la seule arme dont les travailleurs disposent pour se défendre.

Aujourd'hui, les cheminots sont dans le collimateur, demain, les mêmes mesures seront étendues aux autres travailleurs. C'est pourquoi le droit de grève des cheminots, est aussi celui de tous les travailleurs.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

La direction nous enfume

Les vieux bus A300D2 se déglinguent et sont sources d'accidents de travail. Un chauffeur s'est coincé une main en voulant refermer manuellement des portes qui ne répondaient plus au bouton qui actionne la fermeture.

Plus grave, quatre chauffeurs ont récemment été intoxiqués par les gaz d'échappement qui refoulaient à l'intérieur du bus.

Ces vieux bus ne devraient plus rouler depuis longtemps. Ils ne sont pas réparables, il faut les remplacer. Tout ce que la direction a trouvé à faire c'est de placer des détecteurs de fumée !

Dégueulasse !

Les taches d'huiles sur le sol des hangars des dépôts provoquent de nombreux accidents de travail. La direction reconnaît le problème de saleté et promet comme d'habitude de compléter les équipes de nettoyage, avouant ainsi le manque récurrent de personnel. Pour tenter de noyer le poisson, elle accuse les travailleurs de « venir jeter leurs poubelles dans les hangars » !

Deux poids, deux mesures

Le Directeur général délégué des ressources humaines s'est permis d'exclure quelqu'un d'une réunion sous prétexte que celui-ci ne figurait pas sur la liste des membres, alors que lui-même n'y figurait pas non plus. La direction utilise le règlement pour soumettre les travailleurs mais ne s'y soumet pas elle-même !

Allo, y'a quelqu'un ?

La direction a mis en service une infirmerie à l'usine centrale sans la pourvoir de téléphone. Vous avez mis une infirmerie mais pas de téléphone... c'est comme un bureau sans chaise !

Macron, l'ami des patrons

MDR, Macron, le monsieur « ni gauche ni droite », vient de nommer un premier ministre copain de Sarkozy. « La gauche et la droite c'est dépassé, nous sommes tous dans le même bateau » et on peut aussi ajouter « pour redresser le pays », c'est un vieux discours qui sent la naphthaline. (Ce truc qui pue et que les grands-mères mettaient dans les armoires à linge pour tuer les mites).

On nous l'a déjà fait cent fois. Macron veut faire du neuf, il ne fait que recycler des vieilles rengaines pour continuer une vieille politique : du profit, toujours du profit pour les capitalistes.

Les travailleurs n'ont rien à voir avec ces blancs becs, nés une petite cuillère en argent dans la bouche, qui vivent dans le luxe pendant que le reste du monde trime à n'en plus finir pour laisser un avenir pourri à ses gosses.

Faites le taire !

Ici, on a un autre sbire. Pas le même genre, mais le même fond. Pieter Timermans, le chef de la Fédération des entreprises de Belgique (FEB) n'essaye pas de nous convaincre qu'on est dans le même bateau que les patrons. Timermans nous fait la leçon, il nous sermonne : Quoi ; vous voulez des CDI ? Mais vous êtes des imbéciles, dépassés par votre époque, il faut vivre avec son temps, les CDD c'est l'avenir... ». Bla bla bla dirait mon neveu qui a deux ans ! Les CDI c'est un meilleur statut, et il n'est pas du tout dépassé. C'est un fait.

Timermans est comme Macron, le c. dans le beurre et il vient nous dire comment on doit vivre, qu'on doit s'accommoder d'une vie de bouts de chandelles. On va le mettre en stage dans un logement minuscule avec une allocation chômage. Rien que pour rigoler un bon coup.

La corruption, ce n'est pas l'exception

Allez, encore une blague qui pue, celle qu'on vous répète encore et encore de peur que vous ne l'ayez pas comprise ! Cette fois-ci, c'est le président de l'intercommunale de santé de Charleroi, le gentil tout bien pomponné MR Nicolas Tzanetatos, qui vient dire à la télé qu'il ne savait rien, mais alors rien du tout des pots de vins.

Donc, si on résume, tous ces politiciens bien payés (Louis Michel dit pas moins de 4000 euros, sinon on n'a que des losers), qui ont fait plein d'études, sont tellement idiots et incompetents qu'ils ne savent systématiquement rien de l'administration dont ils sont responsables. Voilà qui plaide en faveur d'une société dirigée et organisée par ceux qui produisent !

Allez, encore une pour la route.

Chez Nethys, les membres des comités de secteurs (là où ils s'en mettent plein les fouilles) sont payés via une société extérieure. Celle-ci n'a donc pas de comptes à rendre, elle est financée par des fonds publics et ne retrouve plus les factures pour les paiements faits avec cet argent. Cette société est dirigée par les trois administrateurs « indépendants » de chez Nethys, Pierre Meyers, Philippe Delaunois et Diego Aquilinia, ce qui leur permet de se payer eux-mêmes. Ce n'est pas les Panama Papers, mais enfin, il y a de l'idée.